

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/8  
10 septembre 2003

(03-4738)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Cinquième session  
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: français

## FRANCE

Déclaration de M. François Loos  
Ministre délégué au commerce extérieur

Je veux remercier nos hôtes du gouvernement mexicain et de la ville de Cancún qui ont chaleureusement organisé notre accueil. Ils nous offrent ainsi les meilleures conditions pour nous permettre de prendre ici les décisions nécessaires pour assurer la reprise de l'économie mondiale, en concrétisant les orientations de Doha.

Il y a plus de 20 ans ici même à Cancún, pays du Nord et du Sud avaient engagé un dialogue pour construire un monde plus équilibré. Ces ambitions n'ont malheureusement pas été satisfaites. Les pays les plus pauvres sont restés à l'écart du commerce international et donc de la croissance.

Nous avons donc une tâche historique à accomplir ici: celle de fixer le cap qui nous permettra d'achever le Cycle de Doha. Nous sommes à l'heure des choix politiques et nous avons une responsabilité propre: donner un nouvel élan aux négociations pour construire une mondialisation plus équilibrée et conclure dans les délais prévus le cycle de négociations ouvert à Doha.

Pour y contribuer, la France est inspirée par deux principes: le choix prioritaire du développement et la reconnaissance de la diversité des sociétés dans un monde ouvert.

1) La France souhaite que le Programme de Doha soit vraiment celui du développement.

Notre première tâche est de sauver les hommes victimes d'épidémies qui les déciment. La décision que nous venons de prendre pour autoriser l'accès aux médicaments de pays dépourvus de capacités manufacturières témoigne de notre détermination à réussir. Cette première décision était essentielle. Elle démontre que l'OMC peut dépasser la dimension économique au nom de principes supérieurs. Elle crée un droit en reconnaissant une déclaration d'utilité publique internationale.

Le Président de la République française a proposé à l'occasion de la présidence française du G-8 de cette année une initiative en faveur de l'Afrique. L'Afrique subsaharienne reste la grande oubliée du commerce international. C'est pourquoi la France a proposé un traitement commercial privilégié en faveur de cette région du monde. Il vise à aider ces pays à maintenir et diversifier leur agriculture, mieux exporter leurs produits et atténuer les fluctuations des cours des matières premières qui déstabilisent leurs économies. Nous devons aussi préserver les régimes de préférences commerciales dont bénéficie ce continent. Nous reconnaissons l'utilité du traitement spécial et différencié mais souhaitons aller plus loin: j'espère que notre conférence saura prendre des initiatives innovantes pour progresser dans cette voie. À cet égard, la filière coton mérite une attention particulière car elle est vitale pour les paysans de nombreux pays africains.

2) Il ne s'agit pas d'imposer un modèle unique de développement mais de reconnaître la diversité des choix de chacun. Le cadre multilatéral de l'OMC doit assurer le respect de ce principe.

La diversité de nos cultures enrichit les échanges. Elle doit être préservée car les biens culturels ne sont pas des marchandises comme les autres. La France a d'ailleurs souhaité qu'une convention internationale dans le cadre de l'UNESCO consacre la légitimité de ce principe.

De même, dans le secteur des services, chaque État doit pouvoir conserver la maîtrise des engagements qu'il souscrit, en particulier dans les domaines de l'éducation et la santé.

L'agriculture participe aussi de la diversité des modes de développement. En Europe, nous avons fait le choix d'une agriculture qui ne se réduit pas à la production mais constitue également un élément de civilisation. Les indications géographiques en sont une illustration. Cela n'implique pas l'immobilisme. L'Union européenne a ainsi réformé sa politique agricole commune. Nous attendons des efforts réciproques de nos partenaires pour parvenir à un accord global et équilibré.

La Conférence de Cancún doit nous permettre d'enregistrer des avancées sur l'ensemble de l'ordre du jour du Cycle de Doha: la libéralisation des échanges mais aussi la prise en compte de l'environnement et les sujets lancés à Singapour, qui peuvent contribuer à une meilleure gouvernance mondiale.

\* \* \* \* \*

À un moment où l'économie mondiale montre les premiers signes de reprise, je souhaite que notre réunion adresse un signal de confiance et de coopération à nos concitoyens. N'oublions pas que, comme la croissance interne, les échanges internationaux et l'ouverture des marchés restent une source majeure de création de richesse et d'emplois dont nous avons tous plus que jamais besoin.

---